



Nombre de document(s) : 1  
Date de création : **30 mars 2011**  
Créé par : **UQAM**

## table des matières

**Les minorités de langue française: Les francophones à l'épreuve de la modernité**  
Le Devoir - 4 août 1999..... 2

*Ce document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et ne peut être diffusé ou distribué.*

## LE DEVOIR

Le Devoir

Idées, mercredi, 4 août 1999, p. A7

Francophonies minoritaires au Canada;l'état des lieux

### **Les minorités de langue française: Les francophones à l'épreuve de la modernité Outre l'érosion des nombres, qui est réelle, l'individualisme et la modernisation affectent l'identité des francophones au Canada**

*Voici le second et dernier extrait de l'introduction de l'ouvrage Francophonies minoritaires au Canada; L'état des lieux (Éditions d'Acadie), réalisé sous la direction du professeur de sociologie Joseph-Yvon Thériault, de l'université d'Ottawa.*

*La difficulté à assumer un nouveau discours identitaire devant les tendances contradictoires de la redéfinition provinciale des identités et de la permanence de l'ambition nationale n'est pas l'unique problème inhérent au redéploiement contemporain des francophonies minoritaires. Les contraintes des nombres sont significatives.*

Il existe actuellement près d'un million de francophones dans le Canada à l'extérieur du Québec (970 190 individus de langue maternelle française). Ce n'est certes pas rien, et ce nombre représente même près de 15 % de la population canadienne de langue maternelle française (y compris le Québec qui compte une population de langue maternelle française de près de 6 000 000). Toutefois, cette proportion est en déclin.

En 1951 les Canadiens français de l'extérieur du Québec représentaient 18 % de l'ensemble des francophones canadiens. Ce déclin s'affirme aussi en regard du poids relatif qu'ils

occupent dans le Canada anglais: si en 1951 les francophones de l'extérieur du Québec (langue maternelle) représentaient encore 7,3 % de la population totale du Canada anglais, ils ne représentent plus aujourd'hui que 4,5 % et même uniquement 2,9 %, si l'on parle de la langue d'usage.

L'éparpillement de cette population sur l'ensemble du territoire canadien participe de la difficulté à rassembler, dans une même communauté de vie et d'appartenance, l'ensemble des francophones minoritaires. Les conditions d'existence de ces diverses communautés sont en effet multiples. La francophonie acadienne demeure, par exemple, fortement rurale, encore attachée à des espaces homogènes francophones, qui furent ses lieux historiques d'établissement depuis plus de deux siècles. Au Nouveau-Brunswick, où la population francophone (240 000 habitants) représente plus du tiers de la population totale de la province (33,2 %), les Acadiens sont majoritaires dans le nord et l'est de la province. Ils ont su y développer un sens d'appartenance et un réseau institutionnel qui font l'envie des autres minorités.

En Ontario, région plus urbanisée, les francophones forment des minorités importantes dans l'est et le Nord. Une proportion significative de ceux-ci

(plus de 100 000 francophones sur les 500 000 que compte la province) vivent dorénavant dans la grande zone urbaine de Toronto, dans le sud de la province. Franco-Ontariens de l'Est et du Nord s'y mélangent avec des Québécois et des Acadiens d'origine ainsi qu'avec une population de plus en plus nombreuses d'immigrants issus de la francophonie internationale.

L'Ouest canadien, où réside tout de même 20 % du million de francophones de l'extérieur du Québec (183 641 pour l'ensemble des provinces et des territoires à l'ouest de l'Ontario), a vu disparaître une grande partie de ses communautés rurales francophones, et la francophonie dans cette région s'affirme dorénavant comme une réalité résolument urbaine. La vie communautaire francophone y est bien souvent le résultat d'un effort quotidien consciemment maintenu.

Cette diversité démographique entraîne des effets préjudiciables sur la capacité de ces communautés à se prémunir contre les ravages de l'assimilation. Si le taux de reproduction linguistique dans l'Acadie du Nouveau-Brunswick se rapproche sensiblement de celui du Québec français, partout ailleurs, l'assimilation atteint des taux jugés alarmants par tous les intervenants.



### **Les droits linguistiques ne suffisent plus**

Les gains institutionnels réalisés au cours des 20 dernières années - notamment en éducation -, grâce en particulier à l'enchâssement de certains droits linguistiques dans la Constitution canadienne de 1982, ne semblent pas suffisants pour contrer l'érosion des nombres. Pour la première fois depuis un siècle, le recensement canadien (1996) note une diminution en nombres absolus des francophones pour l'ensemble du territoire canadien, en excluant le Québec. Ceux-ci seraient passés de 976 415 à 970 190.

Les modifications démographiques de la population entraînent aussi des modifications sociologiques importantes. L'Église, comme appareil central de cohésion des communautés, a largement laissé sa place à l'État et à une multitude d'associations aux objectifs variés. L'appareil politique n'étant nulle part aux mains d'une majorité de francophones, les difficultés à donner un sens collectif au réseau institutionnel et associatif francophones restent une constante. La modernisation des communautés a favorisé le développement d'individu francophone chez qui les aspirations à une vie privée satisfaisante a comme effet de diminuer le poids contraignant de la communauté linguistique.

### **L'impact de la modernité**

L'individualisation de nos sociétés oblige les membres des communautés linguistiques minoritaires à dépendre de plus en plus d'une activité réfléchie et consciente pour assurer leur cohésion.

Les taux de natalité, au Canada comme ailleurs, ont chuté, et cette diminution n'est pas encore compensée par une forte immigration. Les grands mouvements sociaux occidentaux (féminisme, écologisme, etc.), et dans certaines communautés la présence de francophones issus d'une récente immigration, participent dorénavant à redéfinir le contour d'une communauté davantage pluraliste. Bref, la modernisation des communautés a fragilisé l'ancien équilibre pour faire place à un espace plus ouvert, plus diversifié, plus malléable. Sous ces conditions, se posent de façon radicalement différente, des communautés actives et vivantes. C'est ce que certains ont appelé l'épreuve de la modernité.

Malgré leur fragilité, leur identité ambivalente et les défis de l'assimilation, les communautés acadiennes et francophones du Canada ont justement démontré, au cours des 30 dernières années, une surprenante capacité de répondre aux défis de la modernité. Ils ont su construire un réseau institutionnel francophone en éducation et, quoique plus faiblement, en santé, parfois en remplacement de l'ancien dispositif canadien-français, parfois en terrain vierge. La multiplication des associations et des organisations qui gravitent autour de la langue confirme la capacité de ces minorités à se structurer d'une manière plus volontaire, en conformité avec les exigences de sociétés plus individualistes, tout comme elle témoigne d'une vitalité qui ne se dément pas. La francophonie minoritaire a aussi atteint une visibilité politique qui a permis des

gains appréciables, particulièrement dans la reconnaissance juridique.

Si les vieilles régions d'établissement des francophones minoritaires (particulièrement en Acadie) souffrent toujours des séquelles d'un sous-développement historique de leur socio-économie, les francophones urbains, un peu partout au pays, ont réussi à se tailler une place égalitaire dans la socioéconomie canadienne. L'effervescence culturelle, enfin, témoigne de la permanence d'une culture francophone capable de se renouveler et d'exprimer sa francophonie d'une manière particulière.

Bref, les communautés minoritaires francophones du Canada, qui regroupent encore à ce jour près d'un million d'individus, demeurent une caractéristique constitutive du Canada. Ces communautés continuent toujours à nommer et à occuper le pays, à faire l'histoire, à intervenir politiquement, à créer des liens sociaux, bref à produire et à reproduire une culture autour du français comme langue de communication.

Nous n'avons voulu ni présenter une image idyllique de ces communautés, ni affirmer la fin inéluctable de la présence francophone dans le Canada à l'extérieur du Québec. Nous n'avons pas tenté, non plus, de construire un portrait unifié de communautés qui vivent, comme on le verra, des réalités fort diverses. L'état des lieux que nous représentons n'est pas un bilan statique, mais la photographie d'une histoire en marche qui, par ses réussites et ses déconvenues, ne cesse pas pour autant d'étonner.

Tableau 1

© 1999 Le Devoir ; CEDROM-SNi inc.

**PUBLI-C** news-19990804-LE-034 - Date d'émission : 2011-03-30

Ce certificat est émis à UQAM à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

[Retour à la table des matières](#)